



D'AILLEURS
nous sommes
D'ICI



**Mobilisation nationale et unitaire
contre le racisme, contre la politique
d'immigration du gouvernement et
pour la régularisation des sans-papiers**

MANIFESTATION
Mercredi 25 mai, 17h30
place de la Mairie
à Tarbes

<http://dailleursnous sommesdici.org/>

Resf 65 : resf65@no-log.org 0620 85 09 42

Signataires locaux de l'appel « d'ailleurs nous sommes d'ici » :

**PS, Front de Gauche (PCF, Parti de Gauche, Gauche Unitaire), Europe
Écologie-les Verts, PRG, NPA, CGT, CFTD, FSU, Solidaires, ATTAC,
FCPE, Cimade, LDH,...**

La première des libertés, celle de circuler, de se déplacer, a peuplé la Terre. Tous les peuples sont le fruit de migrations, le plus puissant, les USA, en est l'exemple évident. Or, le monde actuel, toujours plus inégalitaire, dresse des murailles toujours plus hautes. Les pays riches ferment leurs frontières aux réfugiés politiques et économiques qu'ils ont eux-mêmes jetés hors de leurs pays, par un système « qui détruit la planète et démembré les sociétés des hommes ». (Evo Morales, président de Bolivie)

L'Europe s'est verrouillée derrière des accords de Schengen draconiens. Un arsenal de mesures autorise les pays membres à enfermer et expulser les migrants en situation « irrégulière » faisant parfois fi des droits de l'homme les plus essentiels.

En France (soi-disant pays des droits de l'homme), le pouvoir poursuit son offensive contre les immigrés et durcit encore ses lois au-delà même des directives européennes : des dizaines de milliers d'étrangers, hommes, femmes, enfants, sont traqués, arrêtés et expulsés, y compris vers des pays en guerre. Les accords européens eux-mêmes sont remis en cause par un délire sécuritaire visant essentiellement à rallier les suffrages de l'extrême droite. Le gouvernement français prétend ainsi ne pas appliquer une décision de la cour de justice européenne interdisant d'incarcérer un étranger qui refuse son expulsion. Il entrave chaque jour davantage l'exercice du droit d'asile, défini par la Convention de Genève.

Dans notre département les demandeurs d'asile qui arrivent doivent mener des luttes acharnées pour obtenir leur dossier, se loger, se nourrir, se soigner et sans bénévoles à leurs côtés, leurs droits seraient tout simplement inexistantes. Le préfet, serviteur zélé du pouvoir en place, refuse leur régularisation à des familles faisant preuve de leur intégration depuis des années, répond par le mépris aux sollicitations d'élus eux-mêmes. Pour obéir à la politique du chiffre il a dernièrement cherché par tous les moyens à expulser un père de trois enfants dans un pays dans lequel il est en danger de mort : il fait vivre des familles entières dans l'angoisse.

Cette politique inacceptable viole des principes humanitaires élémentaires et des dispositions internationales ratifiées par la France. La liberté de circulation et d'installation des personnes fait partie des droits inaliénables de l'humanité !

Pour que cesse cette situation qui porte atteinte à des droits fondamentaux, menace gravement le droit d'asile et ruine l'existence des personnes visées, nous appelons à une manifestation à Tarbes le 25 mai 2011, dans le cadre d'une action nationale et unitaire à l'occasion de la date anniversaire de la création du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale qui, bien qu'officiellement supprimé, perdure aujourd'hui sous une autre forme.

Nous exigeons sa suppression effective, l'arrêt immédiat de cette politique et la régularisation des sans-papiers.

Ne pas jeter sur la voie publique